

Partout en France, la pression monte pour le lancement de la procédure de destitution de Macron par l'article 68 de la Constitution. Pourtant, tous les parlementaires s'y opposent pour le moment..

PARTOUT EN FRANCE, LA PRESSION MONTE POUR LE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE DESTITUTION DE MACRON PAR L'ARTICLE 68 DE LA CONSTITUTION.

==> POURTANT, TOUS LES PARLEMENTAIRES S'Y OPPOSENT POUR LE MOMENT- à commencer par Aliot, Mélenchon, Ruffin, et Dupont-Aignan ! Mélenchon et Ruffin viennent de faire alliance avec... le PS ! pour déposer une motion de censure contre le lampiste Philippe. Tout ceci pour protéger Macron.

Pendant que l'UPR collationne les réponses - ou les refus de répondre - des parlementaires à notre demande de lancer la procédure de destitution de Macron, la pression ne cesse de monter à travers toute la France. Ainsi, [dans la petite ville vosgienne de Remiremont](#), les Gilets Jaunes ont déjà enregistré plus de 400 signatures sur une pétition demandant le déclenchement de l'article 68 de la Constitution :

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
NOTA : Nos tableaux des réponses des parlementaires sont actualisés tous les jours. Actuellement, nous avons publié la réponse de :

- 44 DÉPUTÉS : TOUS REFUSENT DE LANCER LA PROCÉDURE, CE QUI REVIENT À PROTÉGER MACRON EN LUI ÉVITANT DE DEVOIR SE JUSTIFIER DEVANT LA REPRÉSENTATION NATIONALE

<https://www.upr.fr/tableau-des-reponses-des-deputes-concernant-lactivation-de-larticle-68/>

Parmi ces députés qui refusent de simplement lancer la procédure figurent Louis Aliot (FN), Mélenchon (LFI), Ruffin (LFI), Dupont-Aignan (DLF) et de nombreux députés En Marche et LR.

- 18 SÉNATEURS : TOUS REFUSENT AUSSI DE LANCER LA PROCÉDURE.

<https://www.upr.fr/tableau-des-reponses-des-senateurs-concernant-lactivation-de-larticle-68/>

AU FAIT, LES PARLEMENTAIRES REPRÉSENTENT QUI ?!?

Ce refus de tous les parlementaires ayant pour l'instant répondu témoigne d'un énorme problème de représentation de ce que pensent les Français.

Rappelons ici aux parlementaires qu'il ne s'agit pas pour l'instant de voter pour ou contre la destitution de Macron. Il s'agit pour eux de déposer une simple proposition de résolution pour que les deux assemblées examinent s'il y a lieu de demander des explications au chef de l'État sur la série de faits répertoriés dans notre dossier en ligne ici :

==> <https://www.upr.fr/actualite/france/proposition-de-resolution-pour-louverture-de-la-procedure-de-destitution-du-president-de-la-republique-en-application-de-larticle-68-de-la-constitution/>

Compte tenu de la situation et de la gravité des faits reprochés à Macron, il est stupéfiant de constater qu'aucun parlementaire de la prétendue "opposition" ne décide de lui demander le moindre compte, alors que l'article 68 de la Constitution est justement là pour ça !

Mélenchon, Ruffin et les communistes préfèrent lancer une "motion de censure" contre le lampiste Édouard Philippe, qui sera évidemment rejetée, et qui évitera à Macron de devoir être auditionné par les deux assemblées.

Cerise sur le gâteau, [Mélenchon et Ruffin s'allient AVEC LE PS pour cette pantalonnade](#) !

-

Les Français découvrent ainsi, éberlués, que le FN, DLF, LFI, EELV, le PCF ne sont que des opposants de façade.

Ils préfèrent éviter à Macron de devoir se justifier plutôt que de soutenir la demande croissante du peuple français.

-